FICHE DE PRESENTATION PERSONNELLE

Forum : Forum sur le travail

Thématique : Le monde du travail entre mondialisation et fragmentation

Nom du/de la Citoyen.ne : Prabha Premanand

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je suis chef d'entreprise d'un petit cabinet de conseil situé à 50 km de la capitale de l'Uruguay, Montevideo. Ce cabinet est spécialisé dans l'agronomie et la gestion des cultures pour l'agriculture tempérée, dans les zones rurales situées à l'extérieur de Montevideo. Étant la fille d'un couple d'agriculteurs, j'ai dû aider mes parents à la ferme dès mon plus jeune âge et j'ai travaillé dans tous les secteurs de l'exploitation, qu'il s'agisse de l'élevage, des cultures ou même des finances. Chaque jour, je voyais les conditions de vie des travailleurs, et en particulier des agriculteurs, dans les zones rurales, ce qui m'a beaucoup marquée et a influencé mon choix de carrière. Cela m'a amenée à lutter pour les droits des travailleurs, notamment en collaborant à des programmes gouvernementaux tels que le Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et en contribuant à leur développement. Ce programme, créé en 2015, met l'accent sur les quatre piliers du travail décent : les principes et droits fondamentaux au travail, l'emploi, la protection sociale et le dialogue social. Grâce au PPTD et à d'autres politiques de l'OIT et réformes nationales, le travail informel est passé d'environ 41 % en 2010 à 23 % en 2023.

Dans le secteur agricole en Uruguay, de nombreux travailleurs relèvent du secteur informel, ce qui les exclut des protections sociales offertes par l'emploi formel, car ils ne sont pas en mesure de payer leurs impôts. Afin de formaliser l'économie informelle, le gouvernement uruguayen a mis en place en 2001 un système de cotisation simplifié et unifié, « Monotax », qui permet aux petits travailleurs indépendants d'effectuer un paiement mensuel unique et réduit pour leurs impôts et leurs cotisations sociales. Le gouvernement a ainsi réduit l'exclusion des travailleurs de la protection sociale, leur donnant accès à des prestations essentielles telles que les pensions et l'assurance maladie.

La plupart de mes clients ont reçu peu d'éducation formelle, ce qui a eu un impact sur leur carrière d'agriculteurs. Ils travaillent avec un manque de connaissances sur les techniques d'irrigation et de fertilisation. Ceux qui sont employés connaissent peu leurs droits fondamentaux en tant que travailleurs, ce qui les conduit à être exploités par leurs employeurs qui les font travailler plus longtemps que ce qui est légalement autorisé et dans des conditions inhumaines et dangereuses.

En Uruguay, les femmes gagnent en moyenne 20 à 25 % de moins que les hommes, et ces chiffres peuvent être encore plus élevés dans certaines zones rurales du pays. Même en tenant compte du niveau d'éducation et de la profession, les salaires des femmes restent inférieurs. Dans l'agriculture, les femmes occupent souvent des emplois peu qualifiés, temporaires et

saisonniers, tels que la récolte et la transformation, tandis que les hommes sont souvent propriétaires terriens, gestionnaires ou conducteurs d'engins agricoles. De plus, les femmes en Uruguay consacrent près de deux fois plus d'heures que les hommes aux tâches domestiques et aux soins non rémunérés, ce qui limite leur accès à des emplois à temps plein et mieux rémunérés. La création du Système National de Soins Intégrés (SNIC) a constitué un pas en avant, mais des lacunes subsistent, en particulier dans les zones rurales où l'accès aux services est difficile. Les femmes des zones rurales sont plus susceptibles de travailler de manière informelle ou sans protection sociale complète. Pour lutter contre ce phénomène, des programmes ont été mis en place par l'INMUJERES (Institut national des femmes) et le ministère de l'Agriculture afin de renforcer l'autonomie des femmes dans les zones rurales mais les problèmes persistent.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je propose à mes clients, parmi lesquels figurent notamment des agriculteurs, des producteurs et des coopératives, d'investir de l'argent et du temps dans l'obtention d'un label de commerce équitable. Cela leur apportera non seulement une sécurité financière, car le commerce équitable garantit un prix minimum qui protège les clients des fluctuations du marché, mais cela augmentera également leurs revenus, car les produits portant un label de commerce équitable touchent un plus large éventail d'acheteurs à l'étranger, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, où la consommation éthique est en pleine croissance. Plus important encore, le label « commerce équitable » garantit à leurs clients des conditions de travail sûres et humaines en imposant des restrictions strictes qui interdisent les abus, le travail des enfants, le travail forcé et la discrimination. Comme ce label peut représenter une lourde charge financière pour les petites entreprises ou les entreprises instables qui en ont le plus besoin, des aides ont été mises en place pour soutenir le processus de certification et fournir une aide financière. Par exemple, la Fédération des coopératives agricoles (CAF), qui représente plus de 13 coopératives et environ 13 000 agriculteurs en Uruguay, offre ses services en matière de formation, de conseil et de renforcement des capacités. En outre, elle peut faciliter le coût de la certification pour ses membres. De cette manière, les entreprises et les agriculteurs indépendants peuvent s'assurer que leurs travailleurs bénéficient de conditions de travail humaines tout en augmentant leurs profits et la consommation de leurs produits.

De nombreux travailleurs ruraux ont peu de temps ou n'ont pas suivi de scolarité formelle et n'ont donc jamais reçu d'éducation ou de formation sur les nouvelles avancées technologiques dans le domaine de l'agriculture. La formation doit donc être principalement pratique. Pour remédier à cela, je propose de travailler avec des coopératives afin de mettre en place une formation continuée des travailleurs qui se déroulera à raison de 3 heures par semaine et abordera les thématiques suivantes : démonstrations sur le terrain concernant la lutte contre les parasites, les systèmes d'irrigation, l'application d'engrais et le fonctionnement des machines, ainsi que les compétences numériques et les droits fondamentaux des travailleurs.

Un des problèmes est le manque d'égalité de salaires entre les hommes et les femmes. Pour résoudre ce problème, je propose de sensibiliser les travailleurs et les employeurs pendant la formation continuée. Cette sensibilisation devra être davantage ciblée sur la jeune génération d'agriculteurs et de travailleurs, souvent plus réceptive. Elle devrait inclure des témoignages humains, des données économiques, des arguments pratiques et des valeurs partagées.